ASSEMBLÉE NATIONALE

10ème législature

Frais médicaux

Question écrite n° 4670

Texte de la question

M. Claude Girard appelle l'attention de Mme le ministre d'Etat, ministre des affaires sociales, de la santé et de la ville, concernant l'obtention de la prise en charge de l'acte infirmier quotidien. Une personne âgée complètement dépendante et souffrant de troubles neurologiques n'a pu bénéficier d'un avis médical favorable pour des soins infirmiers que sur une durée de quinze jours, conformément aux dispositions de la nomenclature générale des actes professionnels, alors qu'une prise en charge de l'acte infirmier quotidien à domicile apparaissait légitime en pareil cas. Il lui demande de bien vouloir lui faire connaître son avis à propos du problème qu'il vient de lui soumettre et de lui préciser, le cas échéant, les mesures qu'elle envisage de prendre à ce sujet.

Texte de la réponse

L'arrêté du 25 mars 1993 a en effet modifié le libelle de l'acte de surveillance et d'observation d'un patient à domicile, qui s'applique, selon la nouvelle définition, aux patients en phase de traitement aigu, par exemple pour faciliter le retour à domicile à la suite d'une hospitalisation. Il est vrai que la définition des conditions à respecter pour obtenir dorénavant la prise en charge par l'assurance maladie de cet acte de surveillance et qui sont la mise en œuvre d'un traitement ou la modification de celui-ci peuvent rendre plus difficile la distribution des médicaments sur une longue durée à l'intention des personnes âgées atteintes de pathologies chroniques et qui souhaitent demeurer dans l'établissement qui les a accueillies alors qu'elles étaient valides. Une solution à cette situation délicate pour certains assurés est actuellement à l'étude.

Données clés

Auteur : [M. Girard Claude](#)

Circonscription : - RPR

Type de question : Question écrite

Numéro de la question : 4670

Rubrique : Assurance maladie maternité : prestations

Ministère interrogé : affaires sociales, santé et ville

Ministère attributaire : affaires sociales, santé et ville

Date(s) clé(s)

Question publiée le : 2 août 1993, page 2274

Réponse publiée le : 17 janvier 1994, page 214